



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

01/10/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 299 du 01 octobre 2026.

ÉDITO

Le 29 septembre a été marqué par de nombreuses grèves et manifestations. Les cortèges, leur combativité et leur jeunesse sont un appel à continuer et à amplifier le mouvement avec cette question : comment faire reculer le patronat et le gouvernement ? Soyons clairs, si les initiatives syndicales professionnelles sont absolument nécessaires pour mettre en avant toutes les revendications, il ne faut pas être grand stratège pour le comprendre l'addition de dates sur un calendrier ne va faire reculer les patrons et le pouvoir. C'est pourtant le sens du communiqué de la CGT au soir du 29 septembre. A la politique d'austérité fait mal, très mal aux travailleurs, il faut une riposte d'ampleur coordonnée et dans la durée. Cette question doit être mise en débat par les salariés dans les boîtes et les services. C'est l'urgence du moment !

Sommaire :

Luttes

- 29 septembre : la nécessité d'aller plus loin tous ensemble et en même temps
- Lycées en ébullition : une juste révolte
- À GXO (Tarn-et-Garonne), la lutte paie ! Une victoire qui mérite d'être connue !
- Grève des ouvrières et ouvriers d'Arkose
- L'USR-CGT Paris relance son action sur les centres de santé à Paris
- La grève des femmes de chambre se poursuit à l'hôtel Impérator de Nîmes
- Face aux revendications, Seris répond par la répression syndicale
- 6 Fédérations de la CGT lancent un appel commun pour le 5 novembre pour l'industrie et des droits nouveaux
- Lettre ouverte de la CGT CHU de Nantes au président de la République : " accepteriez-vous d'être payé en dessous du Smic ? "
- La CGT Total appelle à la grève le 8 octobre et la FNIC-CGT à élargir le mouvement
- Sécurité ferroviaire : la CGT cheminots lance l'alerte
- Les enseignants et employés du collège du Havre en grève
- Première grève chez Brico Dépôt de Dieppe
- Les salariés de l'hôpital privé Saint-Martin à Caen (Calvados) ont de nouveau débrayé
- Les salariés de la CEE Schisler ont obtenu satisfaction

Dossiers ; Économie

- 11 bureaux de La Poste de Haute-Vienne et de Corrèze bientôt remplacés par des agences postales
- La Poste envisage de transformer plus de 450 bureaux en agences ou relais
- Stellandis annonce un investissement sur le site d'Hordain
- Les annonces de cessions, restructurations ou fermetures de sites se multiplient dans l'agroalimentaire
- Valdunes un avenir de plus en plus incertain : un nouveau prêt de l'État pour la dernière usine de roue ferroviaire

- **Le coût du logement**
- **Les constructeurs automobiles à la recherche de plus de profit : les salariés de Mercedes vont faire les frais des économies en Allemagne ?**
- **Nantes : 6 000 patients sur le carreau**

International ; Solidarité internationaliste

- **Les travailleurs de l'usine Saint-Gobain de Plattsville, en Ontario (USA), poursuivent leur grève après près de deux mois sans convention collective**
- **Les travailleurs de l'usine de fer pur d'Arménie ne peuvent toujours pas exercer pleinement leurs droits syndicaux**
- **Les associations de médecins de toute l'Espagne ont convenu d'entamer une grève nationale illimitée à partir du 28 octobre**
- **Cuba a fermement condamné les dernières menaces du président américain Donald Trump à l'encontre de l'île socialiste, proférées lors de son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies le mardi 22 septembre**
- **Solidarité avec les militants Sahraouis emprisonnés**
- **Victoire des étudiants de Science Po Strasbourg mobilisés pour la Palestine**
- **L'ONU a publié le 25 septembre une mise à jour de sa liste recensant les entreprises en lien avec les colonies israéliennes**
- **Allemagne : Manifestations monstres contre les réformes de Merz**

Luttes

29 septembre : la nécessité d'aller plus loin tous ensemble et en même temps



Cette journée d'action et de grève dans la fonction publique et les services publics était observée avec beaucoup d'attention tant le climat social est au réchauffement dans une situation où les salaires sont à la traîne d'une inflation galopante et vide les poches des travailleurs, tandis que le pouvoir est à la recherche des conditions politiques pour faire passer un budget d'austérité XXL. Au soir de cette journée, quels enseignements peut-on en tirer et comment élever d'un cran la bataille de classe ?

Si l'on observe les 170 cortèges qui se sont déroulés, c'est clair, la mobilisation même débutante a été largement au rendez-vous avec 300.000 manifestants recensés pour toute la France. Tous nous correspondants ont noté des manifestations dynamiques avec de bonnes participations, beaucoup de jeunes et même de très jeunes avec des lycées en lutte, des manifestants résolus et motivés d'une attente à aller plus loin pour faire mordre la poussière à tous les porteurs d'austérité.

Qu'on en juge à Paris 70.000 manifestants, dont 8.000 pompiers ont rejoint le cortège à la Bastille, 30.000 à Marseille, 11.000 à Toulouse, 10.000 à Lille et Bordeaux, 8.000 à Lyon et Orléans, 7.000 à Montpellier et Caen, 7.000 à Nantes et Rennes mais aussi 1.000 à Nîmes et Valence, 300 à Ajaccio... Souvent dans les cortèges se sont joints des travailleurs du privé comme à Saint-Gaudens où les travailleurs de *Fibre Excellence* étaient présents. Pour prendre quelques exemples en province, c'était aussi le cas à Évreux où l'on trouvait dans le cortège des pompiers des aides-soignantes, des salariés de Renault Flins et de Rowenta. A Caen, sous les drapeaux de différents syndicats se trouvaient des personnels soignants et des enseignants, des lycéens et des étudiants, des retraités, ainsi que des salariés du secteur de l'énergie avec leur chasuble EDF, les cheminots, les acteurs de la culture, plusieurs entreprises privées dont Renault Trucks. A Nantes, aux côtés des soignants, agents territoriaux, étaient également présents des agents de la SNCF en grève, des grévistes des établissements scolaires publics et privés et une présence nombreuse des étudiants Université de Nantes, en tête de la manifestation. Ils appelaient à continuer la lutte et annonçaient une AG jeudi pour décider de la suite. Ces quelques exemples reflètent une tendance observée dans toutes les manifestations.

Après cette démonstration du mécontentement et de la résolution d'agir pour gagner sur les salaires et l'emploi, [il est une obligation aux organisations syndicales et tout particulièrement à la CGT de sortir de l'attentisme pré-](#)

électoral et de dessiner enfin une contre offensive populaire de nature à faire bouger les choses. C'est à ce travail que nous engageons les forces de notre parti.

Lycées en ébullition : une juste révolte



La contestation lycéenne prend de l'ampleur et si le mouvement a commencé à Créteil, puis s'est développé en Seine-Saint-Denis afin de protester contre la détérioration des conditions d'études, il a tendance à s'étendre. Ainsi le ministère recensait 330 lycées bloqués le 29 septembre et dans de nombreuses manifestations, les lycéennes et lycéens étaient présents aux côtés des manifestants. Les revendications légitimes des lycéens sont essentiellement le manque d'enseignants et de personnels, les classes surchargées, le non remplacement des absences et souvent la vétusté des locaux. Tout cela est évidemment lié à la politique d'austérité menée depuis des années, accompagnée d'une volonté de tri social des élèves.

Ce mouvement naissant fait peur au pouvoir qui craint la convergence des revendications de la jeunesse et des travailleurs. Le premier réflexe du gouvernement a été d'envoyer la police et d'utiliser la force, y compris brutale, pour casser le mouvement. Ainsi, à Saint-Ouen-l'Aumône, un lycéen a été blessé par un tir de grenade à bout portant. Chacun a pu voir cette image écœurante d'un membre des forces de répression effectuer ce tir inutile au sens strict du maintien de l'ordre. Le gouvernement a tenté de se servir de ces manifestations pour fustiger le droit de manifester. Des syndicats d'enseignants, comme le SNES-FSU ainsi que la CGT¹ soutiennent ce mouvement. Le Parti Révolutionnaire Communistes voient dans ce mouvement naissant l'expression du ras-le-bol d'une jeunesse mesurant combien la politique du capitalisme en crise étouffe leur avenir et les prépare à devenir la chair à canon de la guerre impérialiste qu'il prépare.

A GXO (Tarn-et-Garonne), la lutte paie ! Une victoire qui mérite d'être connue !

Les salarié(es) de GXO après deux jours de grève, viennent de le démontrer une nouvelle fois, lorsque les travailleurs et les travailleuses s'organisent, se mobilisent et construisent un véritable rapport de force, ils et elles peuvent faire reculer les exigences du patronat et obtenir satisfaction sur leurs revendications.

Cette victoire n'est pas tombée du ciel. Elle est le résultat de la mobilisation collective, de la détermination des salarié(es) et de leur capacité à ne pas accepter ce que l'on voudrait leur imposer. A travers cette mobilisation, ils ont eu des avancées significatives sur toutes leurs revendications : Une augmentation générale des salaires ; Le retrait du projet de prime ; La défense de la santé et des conditions de travail ; L'arrêt des pressions exercées sur les salariés ; La fin d'un management fondé sur la peur et la pression.

Cette expérience nous rappelle une chose essentielle, face à un patronat cherchant en permanence à réduire le coût du prix de la force de travail, se traduisant par un blocage de salaires rognés par l'inflation, et à augmenter les profits, l'isolement de chaque salarié ne peut que renforcer le pouvoir de ceux qui détiennent le capital. A l'inverse, l'organisation collective et la solidarité permettent de construire le rapport de force. Et cette question dépasse largement les seuls salariés de GXO.

Pendant que les profits et les dividendes continuent de progresser, nos services publics sont attaqués : hôpital, école, transports, énergie, poste... Partout, on nous explique qu'il faudrait faire des économies, accepter les sacrifices et se serrer la ceinture.

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne qu'aucune grande conquête sociale n'a été offerte généreusement par le patronat. Les congés payés, la Sécurité sociale, les retraites, les conventions collectives, les droits syndicaux : ces conquêtes ont été arrachées par les luttes. La victoire de GXO vient nous le rappeler concrètement.

Quand les travailleurs s'organisent, quand ils et elles refusent de subir individuellement, quand la solidarité devient une force collective, alors le rapport de force peut changer. La lutte paie, à GXO, ils et elles viennent de le démontrer. La CGT avec l'ensemble des salariés doit faire vivre cette dynamique partout où les droits, les salaires et les services publics sont attaqués.

Message de remerciement des salarié(es) de GXO à l'UD du Tarn et Garonne

Un grand merci à toutes et tous les camarades de la CE et de l'inter-pro pour votre soutien, et la FNIC-CGT à élargir le mouvement, votre solidarité et votre disponibilité tout au long de notre lutte.

Votre présence à nos côtés, votre engagement et votre fraternité ont compté énormément pour les grévistes de GXO. Dans les moments difficiles comme dans les moments forts, vous avez répondu présents.

C'est ça, la CGT qu'on aime : une CGT solidaire, rassemblée, combative et toujours aux côtés des travailleurs !
Vive la CGT !

Grève des ouvreuses et ouvriers d'Arkose

Les ouvreuses et ouvriers d'Arkose² ont fait grève le 28 septembre à l'appel de la Ferc-CGT³. Les ouvreuses et les ouvriers alertaient sur la dégradation de leurs conditions de travail et sur l'absence de reconnaissance de leur métier sans avoir de réponse de la direction. Les salariés dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail : départs non remplacés, commandes de prises réduites ou annulées, les salaires stagnent alors que l'inflation reprend. Faute de nouvelles salles, les possibilités d'évolutions se font rares. La direction pose comme condition aux négociations la transformation des journées référent en journées de production. Les salariés refusent ce chantage car : "les journées de production sont plus longues et plus fatigantes que les journées référent, consacrées au recalage des blocs, rangement des prises, tri des vis, nettoyage, entretien des tapis et des brosses, etc. De fait, alors que nous exerçons déjà un métier physiquement difficile, il nous est demandé de travailler plus, pour gagner autant. Nous ne pouvons pas accepter cela." devant le refus de la direction de négocier, les salariés ont décidé de se mettre en grève : "*Nous demandons le maintien du nombre de journées référentes, ainsi que l'ouverture d'une négociation sur nos conditions de travail et l'organisation des journées de production.*"

L'USR-CGT Paris relance son action sur les centres de santé à Paris

Dans un tract les retraités-CGT de Paris appellent à aller chercher des réponses aux revendications sur les questions de santé et de logement. L'USR-CGT demande des engagements précis aux élus municipaux parisiens sur ces deux questions. Dans ce sens l'USR appelle à un rassemblement le 6 octobre devant l'Hôtel de Ville de Paris à 11h30 pour : "*exiger des réponses à ces deux préoccupations majeures [santé et logement] des plus âgés, mais aussi de l'ensemble de la population parisienne.*"

La grève des femmes de chambre se poursuit à l'hôtel Impérator de Nîmes

Selon Ici⁴ : « *Après six jours de grève⁵, les négociations entre les femmes de chambre de l'hôtel Impérator et la direction ont tourné court ce mercredi 23 septembre 2026 à Nîmes* ». La première réunion a été interrompue après quinze minutes. Nous réclamions une revalorisation de 0,87 euro brut par heure pour les femmes de chambre, la direction a opposé un refus. Nous avons estimé que les conditions d'une négociation constructive n'étaient pas réunies explique la CGT dans un communiqué.

Face aux revendications, Seris répond par la répression syndicale

Dans un communiqué commun le syndicat CGT de Seris⁶ et l'UD-CGT du Loiret s'insurge contre la répression s'abattant contre le CGT et l'un de ses représentants national⁷ : « *Après les tentatives de procédure bâillon envers notre fédération, envers notre syndicat et plusieurs militants de notre organisation syndicale, la direction s'acharne de nouveau envers notre délégué syndical régional et représentant syndical national Thierry GIRONI* ».

Dernière intimidation en date, celle de convoquer Thierry à un entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement. Notre camarade Thierry est bien connu des salariés Seris par son activité syndicale auprès d'eux, il a toujours œuvré dans l'intérêt des salariés... et cette attaque ne fera que renforcer sa détermination à militer dans le seul intérêt de l'ensemble des salariés.

Nous rappelons à la direction SERIS que le meilleur moyen de calmer la colère des salariés, c'est de répondre à leurs revendications et non de s'attaquer à la CGT. En ce sens, la CGT SERIS prendra, comme elle l'a toujours fait, ses responsabilités pour l'arrêt immédiat de toutes procédures envers celles et ceux qui luttent pour le progrès social, et jusqu'à satisfaction des revendications des salariés, portées par la CGT SERIS.

La CGT SERIS appelle à un rassemblement le vendredi 02 octobre 2026, à partir de 09h00, devant l'agence SERIS SECURITY située à l'Hôtel d'entreprise – Parc des Saules 27100 – Val De Reuil »

6 Fédérations de la CGT lancent un appel commun pour le 5 novembre pour l'industrie et des droits nouveaux

6 fédérations de la CGT (Métallurgie - Chimie - Agroalimentaire et forestière - Construction du bois et de l'ameublement - Livre, papier et communication - Sociétés d'études) appellent salariés, syndiqués et militants à la grève et à participer aux manifestations de Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Mulhouse Saint-Nazaire, Valenciennes, Toulouse et ailleurs, pour s'opposer aux fermetures d'usines, stopper la casse de l'industrie et des emplois et exiger une relance industrielle. La France a besoin d'une vraie politique industrielle, répondant aux besoins sociaux et aux défis environnementaux

Lettre ouverte de la CGT CHU de Nantes au Président de la République : " accepteriez-vous d'être payé en dessous du Smic ? "



En préparation de la journée de grèves et de manifestations du 29 septembre, le secrétaire général de la CGT du CHU a adressé une lettre ouverte au Président de la République, aux Ministres, Député.es, Sénatrices.eurs, exigeant des moyens, des conditions de travail à la hauteur des moyens pour répondre aux besoins de la population et non une politique d'austérités au profit du capital.

Quelques points de la lettre ouverte (consultable sur le site CGT CHU Nantes)

« Les agents de la fonction publique ne sont pas des sous salariés ! Ils ne sont pas non plus des vaches à lait qui jusqu'à présent vous servent de variable d'ajustement pour augmenter les profits des grandes entreprises en les exonérant de 75 milliards d'euros par an de cotisations sociales au détriment des rémunérations des salariés.

Que faites-vous en termes de propositions de loi pour améliorer les services publics afin de les rendre attractifs et améliorer nos conditions de travail !

Une certitude : pas grand-chose ! Si ce n'est de voter des lois de financements au rabais, comme celle de la sécurité sociale par exemple, ne permettant pas de répondre aux besoins de la population, d'augmenter les salaires, d'améliorer nos conditions de travail par le recrutement de professionnels.

Dans votre position de Président de la République, ou bien d'Elu au Parlement, d'Elu au Sénat, vos salaires et retraites confortables ne vous exemptent pas de regarder la réalité du terrain : des salaires et des retraites qui ne permettent pas de vivre dignement pour une très grande majorité du peuple

1. Les salaires parlons-en !

Que pensez-vous des 862 000 agent-es publics qui perçoivent un traitement indiciaire inférieur au Smic avec les conséquences qui en découlent sur le calcul de la retraite ? **Quelle honte, quel scandale**

▪ **Accepteriez-vous d'être rémunéré en dessous du SMIC** ou bien encore que votre indemnité de parlementaire, de sénateur soit en dessous du SMIC ? Sachant quand même que bon nombre d'entre vous bénéficiez d'autres revenus très confortables qui peut relever de l'indécence.

▪ **Accepteriez-vous de perdre en 25 ans + de 30% de pouvoir d'achat ?** (en 25 ans, la valeur du point d'indice a perdu + de 30% de pouvoir d'achat) Cette perte de pouvoir d'achat ne vous concerne pas puisqu'en 2024 dans ce contexte inflationniste vous vous êtes octroyé une augmentation de +305 euros par mois pour les députés et une augmentation de +700 euros par mois au titre de frais de mandat par exemple pour soi-disant faire face à l'inflation.

Les conditions de travail !

L'Hôpital public est à l'os, en tension permanente obligeant l'employeur public ou bien la tutelle à déclencher systématiquement des plans blancs pour faire face, par exemple aux canicules cette année (plan blanc au CHU de NANTES déclenché à deux reprises) permettant ainsi de mobiliser les forces vives déjà en poste, de déréglementer le temps de travail, de supprimer les congés des professionnels et ainsi les faire travailler toujours plus ; et aussi de déprogrammer de l'activité et donc retarder la prise en charge d'autres patients avec toujours cette notion de perte de chance. Une situation insupportable !!!

Des hospitaliers épuisés, éreintés qui pour certains d'entre eux quittent le navire, pas de gaité de cœur ; pour d'autres tiennent encore un peu espérant apercevoir un jour cette lueur d'espoir d'amélioration des conditions de travail. Dans ce contexte où le CHU de Nantes compte plus de 266 000 jours d'arrêts de travail pour les personnels non médicaux soit plus d'un mois d'arrêt de travail par agent par an en 2025. Un nombre de jours d'arrêt de travail ayant augmenté de plus de 217% en 4 ans. Plus de 258 000 heures supplémentaires travaillées en 2025. Des heures supplémentaires qui ont doublé en 10 ans.

▪ **Quand allez-vous mettre un terme à cette exploitation surhumaine, à cette souffrance au travail ?**

▪ **Quand allez-vous respecter les conditions d'exercice de ces professionnels, sont maltraités par vos politiques d'austérité, maltraités par les employeurs publics qui suivent à la lettre vos politiques d'économie au détriment de l'humain ?**

Nous exigeons des politiques de financement servant les intérêts du peuple et non du capital, permettant d'augmenter les salaires, d'améliorer les conditions de travail, de mettre un terme à l'emploi précaire, d'arrêter les fermetures de lits, de répondre aux besoins de santé sur notre territoire dans des délais raisonnables avec les moyens humains et matériels qui s'imposent, de mettre en place une vraie politique de formation et de prévention, de mettre un terme à la casse des services publics. »

Nous serons mobilisés aux côtés de nos collègues des autres fonctions publiques afin de lutter contre la politique d'austérité : de l'argent pour les salaires, l'éducation, la santé, pas une vie pour leur guerre, pas un sou pour la guerre.

La CGT Total appelle à la grève le 8 octobre et la FNIC-CGT à élargir le mouvement



Dans un tract la CGT Total⁸ exprime les raisons profondes de son appel à l'action : *"Depuis des mois, les salariés paient la facture de la crise entamée du fait de la guerre déclenchée par les Etats Unis et Israël au moyen orient. Cette crise a été aggravée par la spéculation sur les matières premières et notamment le pétrole. Et les salariés du Groupe TotalEnergies ne sont pas épargnés. Les prix continuent d'augmenter dans les rayons et sur les factures, le carburant atteint des prix records et les salaires, eux, restent bloqués. En revanche les actionnaires continuent de s'enrichir grassement (augmentation de 5,9% du dividende pour 2026) sur les richesses produites par l'ensemble des travailleurs du Groupe."*

La Fédération nationale des industries chimiques CGT appelle à la grève les 8, 16 et 17 octobre prochain⁹, " à faire monter le rapport de force jour après jour, et rejoindre toutes initiatives populaires, les galvaniser et traduire cette colère en grève partout. " Cet appel prolonge et donne de l'écho aux appels à la grève pour le 8 octobre dans le pétrole et les industries chimiques.

Sécurité ferroviaire : un avenir de plus en plus incertain la CGT cheminots lance l'alerte

Après le déraillement de Cléon le 11 septembre et la découverte d'une éclisse cassée à Coutances le 22 septembre, un droit d'alerte a été déposé par les élus CGT auprès de la direction TER Normandie.

"La CGT des cheminots porte des revendications concrètes :

- Renforcer les équipes de maintenance,
- Remettre totalement en cause le programme "Maintenir Demain" et déclencher immédiatement un moratoire pour toutes les réorganisations en cours,
- Mettre fin à la logique de sous-effectifs à la SUGE (Surveillance Générale SNCF) et de contractualisation de la sûreté,
- Préserver les métiers et les savoir-faire ferroviaires,
- Garantir des parcours professionnels reconnaissant l'expérience, l'ancienneté, la technicité des métiers et les diplômes,
- Flécher de nouvelles ressources financières pour investir massivement sur les infrastructures ferroviaires "

Les enseignants et employés du collège du Havre en grève

Un préavis de grève a été lancé par des enseignants du collège Jacques-Monod au Havre. Si la colère ne date pas d'hier, elle s'est accrue. Une goutte a fait déborder le vase : la suppression d'un demi-poste d'assistant d'éducation dans un établissement classé REP +, où la vie scolaire est primordiale. Cette suppression n'est pas sans conséquence, entraînant une dégradation de la vie scolaire et une hausse de la charge de travail. Ces postes sont importants afin d'accueillir un public fragile socialement. Ces assistants ont un poste stratégique dans les

collèges. Suivi des absences et des sanctions, accueil des élèves, ... « *il y a un lien qui peut se créer entre eux et les élèves, dit une enseignante, ils peuvent être aussi des relais externes sur des informations sensibles.* »

Ce demi-poste engendrera des heures en moins pour les AED « *qui sont déjà dans une situation précaire avec une charge de travail qui restera la même.* » Faire plus avec moins de moyens : baisse des dotations, manque d'AESH... « *On demande de faire plus avec moins de moyens. La situation devient critique.* ». C'est non !

Première grève chez Brico Dépôt de Dieppe

« Stop à la surcharge de travail », peut-on lire sur l'un des cartons du magasin Brico Dépôt de Dieppe. Les salariés dénoncent leurs conditions de travail. La direction de Brico Dépôt s'est exprimée au sujet du mouvement de grève : « *les revendications exprimées nous ont été transmises dans le cadre du dialogue social organisé au sein de Brico Dépôt. Les échanges avec les organisations syndicales se poursuivent au sein des instances dédiées à cet effet, dont la dernière s'est tenue le 23 septembre.* ».

Les salariés revendiquent un certain nombre de choses :

- des salaires trop bas
- des effectifs insuffisants
- une polyvalence de plus en plus accrue, avec moins de temps pour conseiller la clientèle
- des salariés épuisés ou partant, sans être remplacés.
- une direction ignorant le mal-être des salariés

La clientèle, aussi déplore un temps d'attente trop long, des rayons mal rangés et un manque de personnel...

« *Nous ne faisons pas grève contre vous, nous nous battons pour mieux travailler et toujours mieux vous servir* », ont écrit les salariés sur les tracts distribués devant le magasin. Pour obtenir de meilleures conditions, les salariés demandent une revalorisation de 5 % pour tous ; une revalorisation de la grille salariale ; des effectifs suffisants et le remplacement des départs et une prime de 1 000 €.

Les salariés de l'hôpital privé Saint-Martin à Caen (Calvados) ont de nouveau débrayé

Le 29 septembre, « *cette année encore, il n'y aura pas de prime de participation.* ». « *Ni l'an prochain, ni en 2027 et 2028.* »... « *Alors que l'activité de l'établissement ne faiblit pas,* » et « *les bénéfices sont en hausses* » mais « *jamaïs répercutés* » aux salariés. La clinique appartient au groupe Ramsay Santé. Pire un expert-comptable « *agréé par l'inspection du travail* » a analysé plusieurs bulletins de salaire remontant sur trois années. Tous les salariés seraient « *lésés* » : l'équivalent d'un « *13^e mois* ». Plusieurs irrégularités sur le calcul des heures supplémentaires, des repos compensateurs du travail de nuit et des jours fériés, des congés payés, etc. La directrice générale de Saint-Martin, le reconnaît : un problème technique lié au logiciel de paie !

« Les éléments » révélés par l'expertise « *sont incontestables* » déclarent les syndicats. Si leur demande de rattrapage n'est pas satisfaite, les syndicats sont prêts à porter « *l'action en justice* », devant le Conseil des Prud'Hommes, voire « *le tribunal judiciaire* ».

Les salariés de la CEE Schisler ont obtenu satisfaction

Ce mardi 29 septembre 2026, la direction de la CEE Schisler, employant environ 500 personnes à Thouars (Deux-Sèvres) a cédé. Les salariés grévistes ont mis fin au mouvement d'une semaine.

Spécialisée dans la fabrication d'emballages en papier, l'entreprise vivait depuis une semaine, au rythme d'un conflit social. A l'issue d'une nouvelle série de négociations avec la direction, les salariés ont décidé, à une écrasante majorité, de lever la grève. « ***Bravo, vous pouvez être fiers de vous*** »... « ***après cette semaine, plus rien ne sera pareil*** », assure le délégué syndical CGT. La CGT, ayant obtenu satisfaction sur la totalité de leurs revendications. Les salariés pointaient une dérive managériale liée à l'arrivée de nouveaux actionnaires et des dividendes en hausse de 20 % !

- Arrêt de la pression permanente sur les cadences et la productivité
- Respect des engagements sur la refonte des primes de rendement
- Fin des suppressions de postes
- Encadrement de la polyvalence avec formation.
- Respect de l'accord productivité, où les salariés ont déjà consenti des pertes financières
- Prime exceptionnelle pour ceux privés de prime de rendement
- Annulation d'un licenciement

Dossiers : Économie

11 bureaux de La Poste de Haute-Vienne et de Corrèze bientôt remplacés par des agences postales

Encore un coup porté au service public, dans les prochains mois, onze bureaux de La Poste pourraient devenir une agence postale communale ou un point relais. Inacceptable pour les syndicats dénonçant un énième coup porté au service public. La direction met en avant la poursuite du maillage territorial et l'évolution des pratiques.

La Poste envisage de transformer plus de 450 bureaux en agences ou relais

La Poste envisage de transformer plus de 450 bureaux de poste en agences communales ou en points relais¹⁰. Si la direction évoque un début de "réflexion et concertation", les syndicats craignent que tout soit déjà acté et dénoncent une "logique de rentabilité". Cette information confirme une orientation pas nouvelle, celle de réduire les services postaux rendus à la population par une agence communale ou un point relais n'a pas la même qualité de service qu'un bureau de poste. Pour mesurer l'ampleur du troncage, en 2008 il existait : 11.330 bureaux de postes et 4026 agences postales ; en 2025 : 6.345 bureaux de poste, 7187 agences postales et 3.708 relais poste.

Stellantis annonce un investissement sur le site d'Hordain

Selon la FTM-CGT, La direction de Stellantis va annoncer dans les prochains jours, un investissement prévisionnel de 1 milliard pour le site d'Hordain dont une grande partie pour la recherche et développement afin de produire à moyen terme un nouveau modèle de véhicule utilitaire en remplacement de celui fabriqué actuellement : le K zéro.

Si cette annonce représente une bouffée d'oxygène localement sur ce site face à la forte inquiétude des salariés pour leur avenir, la CGT exige que ces annonces se traduisent obligatoirement par un plan d'embauche massif ouvert en priorité à tous les intérimaires et il faudra absolument une réelle amélioration des conditions de travail.

Les annonces de cessions, restructurations ou fermetures de sites se multiplient dans l'agroalimentaire

Sous le titre de : " Lutte de conquêtes et de résistances " la FNAF-CGT publie un document faisant le point sur la situation dans l'agro-alimentaire¹¹.

Valdunes un avenir de plus en plus incertain : un nouveau prêt de l'État pour la dernière usine de roue ferroviaire

Deux ans et demi après sa reprise par Europlasma, Valdunes tourne au ralenti.

Bercy a accordé un nouveau prêt de 1,5 million d'euros à Europlasma pour payer ses fournisseurs, les salaires de septembre aux quelque 178 employés. En trois mois Bercy aura versé 3,5 millions d'euros à Europlasma, prêt répondant à l'urgence du mois sans résoudre la question des commandes, de l'état des équipements et du financement de la production. La relance promise n'est pas à l'ordre du jour, le dernier fabricant français de roues ferroviaires aurait produit seulement 300 roues en septembre, contre 1 500 à 2 000 en rythme normal. Les capacités industrielles existent. Valdunes dispose d'une forge à Leffrinckoucke, près de Dunkerque, et d'un site de transformation à Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes. (Cf résumé n° 157 janvier 2024 et n° 162 février 2024),

La trésorerie manque, des engagements non tenus

Le dossier est d'autant plus sensible que le sauvetage devait marquer une nouvelle étape pour l'industrie ferroviaire française. En mars 2024, le tribunal de commerce de Lille avait validé la reprise de Valdunes par Europlasma et la suppression de 139 emplois

Il s'appuyait sur des investissements privés, des prêts publics et l'appui de collectivités.

Deux ans plus tard, Europlasma n'a pas respecté l'accord. Dans un courrier du 31 juillet le ministre de l'Industrie Sébastien Martin affirmait qu'aucun investissement prévu dans l'offre de reprise n'avait été réalisé par Europlasma, celle-ci annonçait 30 millions d'euros d'investissements.

Europlasma annonce : une piste commerciale, le 23 septembre, sa filiale Valdunes Industries a signé un protocole d'accord avec l'aciériste Saarlös Ascoval.

Le principe consiste à récupérer des roues usagées, à refondre leur acier, puis à fabriquer de nouvelles roues en circuit régional. Les premières livraisons sont envisagées fin 2026.

Mais Europlasma ne précise ni le montant du partenariat ni les volumes qu'il pourrait apporter aux usines. Un protocole d'accord ne garantit donc pas encore la montée en cadence nécessaire à leur redressement.

Après les Fonderies de Bretagne, mis en redressement judiciaire, Europlasma fait dérailler le fabricant de roues et essieux Valdunes.

Le coût du logement

Selon une étude de l'Insee parue la semaine dernière, le coût du logement dans le budget des ménages a baissé de 1,5 % sur ces 10 dernières années en passant de 18,3 % à 16,8 %. Mais cette baisse globale (essentiellement dû à la suppression de la taxe d'habitation) cache de grandes inégalités. En effet, en raison de la diminution des aides au logement, pour 25 % des foyers les plus modestes, l'effort des ménages a au contraire augmenté de 1,1 % en atteignant plus de 32 % du budget, et pour certains l'effort monte jusqu'à 40% du budget. Les profils les plus touchés par cette hausse du coût du logement se trouvent parmi les locataires, les jeunes, les personnes seules de moins de 65 ans et les familles monoparentales.

Les constructeurs automobiles à la recherche de plus de profit : les salariés de Mercedes vont faire les frais des économies en Allemagne ?

Entre le marché américain incertain et celui de la Chine en chute libre, les profits des constructeurs allemands vont mal. Après le plan de 100.000 suppressions d'emplois chez Volkswagen entraînant des mouvements de grève de grandes ampleurs ces dernières semaines, Mercedes veut également instaurer un vaste plan d'économies en Allemagne. La direction envisagerait une série de mesures lui permettant de réduire ses coûts de plusieurs centaines de millions d'euros par an. Évidemment ces coupes se feraient sur le dos des salariés de l'entreprise.

Comment continuer à faire du profit ? C'est sur cette question que planche la direction de Mercedes-Benz à Stuttgart. **Un plan de réduction des coûts de 800 millions d'euros serait en cours de discussion.** Pour réaliser de telles coupes, la marque allemande prépare une série de mesures portant directement sur la rémunération de ses employés. Réduction des primes, d'autres tout simplement supprimées, il pourrait être demandé aux salariés de travailler cinq heures de plus par semaine sans modification des salaires (travail gratuit). Le patron de la production, Michael Schiebe a évoqué sans détour la fermeture des usines en Allemagne lors d'une réunion le 22 septembre à l'usine de Sindelfingen, invoquant que produire des voitures dans le pays coûte trop cher pour maintenir la compétitivité de la marque, il fait du chantage et une mise en concurrence des salariés : « *si les objectifs d'économies ne sont pas atteints avec les mesures évoquées plus haut, fermer une, voire deux usines, sera envisagé* ». Le constructeur continue d'investir dans son usine de Hongrie et la monte en cadence. Le site basé à Kecskemét (Hongrie) est maintenant capable de produire plus de voitures que n'importe quelle usine historique d'Allemagne : la main-d'œuvre hongroise serait trois fois moins chère par rapport à l'allemande. Mercedes emploie des milliers de personnes aux USA et produit de nombreux SUV dans son usine de Tuscaloosa. L'administration Trump veut interdire les constructeurs détenus par au moins 15 % de capitaux chinois. Les ventes de la marque se sont effondrées en Chine et en Europe, la firme est chahutée par la concurrence chinoise proposant sur son marché des voitures aux ambitions premium pour un tarif moindre. Une concurrence féroce se dessine sur le marché européen les constructeurs chinois étant dans le rouge en Chine : 18% de baisse pour BYD, 25% pour Leapmotor, 29% Nio, 48% pour XPENG les constructeurs chinois poussent donc bien plus fort sur tous les autres marchés. Selon "*Les Echos*" Les constructeurs sont attendus sur leur rentabilité et non sur leur vente. Depuis le 1^{er} janvier l'action Volkswagen a perdu 30%, Renault 25%, Stellantis 55%. Les fonds spéculatifs veulent du profit: le résultat opérationnel (Ebit) moyen par voiture livrée est passé de 1 409 à 1 187 euros¹² (rapport du Center of Automotive Management (CAM) : l'Ebit est l'un indicateur de profit sur chaque véhicule avant intérêts et impôts. Pour augmenter cette plus value sur chaque véhicule il faut pour le capital : travailler plus sans gagner plus ou baisser les salaires ou supprimer des emplois. Le travailleur crée donc bien cette richesse et les profits. La question de fond est de mettre en avant l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, grandes banques), mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion. Voilà la perspective du PRC afin de construire un mouvement global, un véritable soulèvement social dont nous avons tous et toutes besoin, dans un contexte général de montée des tensions, en France comme dans le monde entier. Dans ce processus de lutte se pose la question de la nécessité absolue d'abattre la société capitaliste, son exploitation et ses guerres.

Nantes : 6 000 patients sur le carreau

Cinq dentistes du cabinet mutualiste Vyv Dentaire de Nantes ont été licenciés pour faute grave, après avoir refusé d'utiliser du matériel médical importé de Chine.

Convoqués vendredi dernier par leur employeur, ils faisaient déjà l'objet d'une mise à pied conservatoire. Une décision ubuesque selon les patients, alors que la pression pour trouver un rendez-vous chez le dentiste est forte.

"Ma collègue qui est restée travailler jusqu'au bout a reçu l'avis de la main des représentants de la direction, ils sont venus la chercher après son dernier patient. Elle est en état de choc", raconte un praticien.

Ces prothèses dentaires "Made in China" sont importées par le cabinet pour réduire les coûts et faire plus de marge, affirment les praticiens. Cette structure mutualiste privée gère plus de 370 établissements et services de soins.

International ; Solidarité internationaliste

Les travailleurs de l'usine Saint-Gobain de Plattsville, en Ontario (USA), poursuivent leur grève après presque deux mois sans convention collective.

Les 42 membres de la section locale 12 d'Unifor¹³, fabricant de produits abrasifs de pointe, se sont mis en grève le 24 juillet suite à l'échec des négociations. Avant le conflit, 97 % des membres avaient voté en faveur de la grève. Leurs revendications portent principalement sur des salaires permettant de retrouver le pouvoir d'achat perdu et sur des pensions plus sûres. Unifor a déjà confirmé la forte volonté de faire grève et l'érosion des salaires

réels sous la précédente convention collective. Le conflit ne porte donc pas principalement sur une nouvelle augmentation salariale s'ajoutant à un niveau de vie inchangé, mais sur la volonté des travailleurs de regagner du terrain déjà perdu. Lorsque les prix augmentent plus vite que les salaires, l'employeur n'a pas besoin de réduire officiellement les salaires pour diminuer ses coûts de main-d'œuvre. Le travailleur reçoit le même montant, mais son pouvoir d'achat est moindre. Pour l'entreprise, cela se traduit par une main-d'œuvre moins coûteuse en termes réels. Le système de pension fonctionne de manière similaire. La pension est versée ultérieurement, mais elle est acquise grâce au travail effectué aujourd'hui. Lorsque le niveau ou la sécurité des pensions se détériore, la rémunération totale des travailleurs s'en trouve réduite, même si cette baisse n'est pas immédiatement visible sur la fiche de paie. Pour les ouvriers ayant passé une grande partie de leur vie professionnelle dans la même usine, il ne s'agit pas d'un détail, mais bien d'une conséquence directe de décennies de production. Saint-Gobain est également un groupe multinational présent dans de nombreux pays. Ceci crée un rapport de force fondamental : les ouvriers négocient localement, tandis que le capital peut organiser les investissements, la production et la stratégie d'entreprise à l'échelle internationale. C'est pourquoi le réseau mondial Saint-Gobain d'IndustriALL est si important. Les travailleurs cherchent à instaurer une coordination plus en phase avec l'organisation transnationale de l'entreprise. Unifor a également critiqué le recours à des travailleurs de remplacement pendant la grève. Du point de vue de l'employeur, leur rôle est clair : si la production peut se maintenir malgré l'arrêt de travail des ouvriers, la force économique de la grève est amoindrie. Le conflit ne porte alors plus sur la capacité de l'entreprise à supporter un arrêt de production, mais sur la capacité des ménages des ouvriers à survivre grâce au soutien des clients pendant la grève. C'est pourquoi la question des briseurs de grève dépasse toujours le simple nombre de personnes qui pénètrent temporairement dans l'usine. Le droit de grève repose sur la possibilité de bloquer collectivement la main-d'œuvre. Si l'employeur peut la remplacer librement, le droit formel subsiste, mais une grande partie de sa portée matérielle s'en trouve affaiblie. Le conflit chez Saint-Gobain illustre également la nécessité de la solidarité internationale au sein des multinationales. Si une entreprise peut répondre à une grève locale grâce aux ressources d'une organisation mondiale, la réaction des travailleurs doit pouvoir dépasser les frontières des usines et des pays. Il ne s'agit pas seulement de déclarations de soutien, mais aussi de la prise de conscience, au sein d'un même groupe, que les conditions dégradées sur un lieu de travail peuvent servir de point de comparaison avec celles des autres. Les 42 travailleurs de Plattsville sont peu nombreux comparés aux effectifs mondiaux de Saint-Gobain, mais leur production s'inscrit dans une chaîne industrielle bien plus vaste. La huitième semaine de grève révèle donc à la fois leur vulnérabilité et leur force : l'usine a toujours besoin de cette main-d'œuvre que l'entreprise tente d'acheter à des conditions refusées les travailleurs.

Les travailleurs de l'usine de fer pur d'Arménie ne peuvent toujours pas exercer pleinement leurs droits syndicaux

Malgré deux victoires judiciaires de leur syndicat. Selon IndustriALL, le président élu du syndicat se voit toujours interdire l'accès à l'usine et des pressions sont exercées sur les membres pour qu'ils quittent le syndicat. Au début du conflit, l'usine employait environ 400 à 500 personnes, dont près de 80 % étaient syndiquées. La victoire judiciaire du syndicat est importante, mais cette situation illustre le décalage entre un droit théorique et un pouvoir réel sur le lieu de travail. Un tribunal peut constater une faute de l'employeur, mais si la direction de l'entreprise contrôle toujours l'accès à l'usine, les horaires de travail et les embauches, la décision doit être appliquée. Il est particulièrement significatif que près des quatre cinquièmes des effectifs étaient syndiqués au début du conflit. Ainsi, selon le syndicat, la direction n'est pas confrontée à quelques militants de l'opposition, mais à une organisation qui regroupait une très large part des personnes participant à la production. Affaiblir cette organisation revient donc à affaiblir la capacité des travailleurs à agir collectivement face à l'entreprise. La société mère CRONIMET a également pris des engagements publics en matière de droits humains et de responsabilité des fournisseurs. IndustriALL a donc exigé que le groupe intervienne et veille à l'application des décisions de justice arméniennes. Ceci met en lumière une contradiction récurrente dans les initiatives de développement durable des entreprises internationales : les documents de politique générale peuvent avoir une grande portée, mais leur véritable signification se révèle lorsqu'ils se heurtent à la volonté de la direction d'exercer un contrôle concret sur le lieu de travail. Les droits des travailleurs, comme le montre cette affaire ne sauraient se réduire à de simples textes de loi et codes de conduite. Ces derniers peuvent certes offrir des protections importantes, mais sans syndicalisation et sans application effective, l'employeur peut continuer à faire obstacle, même après avoir perdu ses arguments juridiques.

Les associations de médecins de toute l'Espagne ont convenu d'entamer une grève nationale illimitée à partir du 28 octobre

Ils protestent contre la réforme gouvernementale du Statut Marco, cadre réglementaire encadrant les conditions de travail d'une grande partie du personnel de santé publique. Les syndicats réclament une charte professionnelle spécifique pour les médecins et autres spécialistes, puis des négociations directes avec le ministère de la Santé.

Cuba a fermement condamné les dernières menaces du président américain Donald Trump à l'encontre de l'île socialiste, proférées lors de son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies le mardi 22 septembre

La délégation cubaine, conduite par le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez Parrilla, a quitté la salle pour protester contre les propos hostiles de Trump et le renouvellement de ses menaces d'agression politique et économique. Le président Miguel Díaz-Canel a qualifié les accusations de Trump de mensonges destinés à justifier la guerre économique menée par Washington contre Cuba. « Le mensonge est l'arme de ceux qui refusent de reconnaître le droit du peuple cubain à l'autodétermination », a-t-il déclaré, rejetant les tentatives de l'administration américaine de présenter l'île comme une menace. Le ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a également rejeté les déclarations de Trump, soulignant que Cuba est un pays indépendant et souverain ne représentant aucune menace pour les États-Unis ni pour aucune autre nation. Il a condamné le blocus économique imposé par Washington et les restrictions sur l'approvisionnement en énergie, les qualifiant de mesures de punition collective à l'encontre du peuple cubain. Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État de Cuba, a réaffirmé la condamnation la plus ferme du blocus américain par le peuple cubain, en réponse à ce qu'il a qualifié de mensonges présentés par la délégation américaine à l'ONU. Roberto Morales Ojeda, membre du Bureau politique et secrétaire à l'organisation du Comité central du Parti communiste de Cuba, a déclaré : « *Cuba défendra son droit de bâtir son avenir dans la paix, en toute indépendance et souveraineté* », ajoutant que les allégations de la délégation américaine étaient totalement infondées. Le Parti communiste de Cuba (PCC) a également réagi via son compte officiel sur X, déclarant : « *Cuba est un pays souverain, et a le droit de l'être. Cela ne changera pas, malgré le flot de mensonges répétés inlassablement pour justifier la punition collective qui inflige tant de souffrances au peuple cubain. Cuba n'est pas une menace. Le blocus, lui, l'est.* »

Solidarité avec les militants Sahraouis emprisonnés

Neuf détenus civils sahraouis du groupe de Gdeim Izik observent, depuis le 23 septembre, une grève de la faim ouverte dans les prisons marocaines. Ils protestent contre le maintien de leurs conditions de détention et réclament leur regroupement dans un même établissement pénitentiaire puis leur transfert vers des prisons situées au Sahara occidental. Ils demandent également la mise en œuvre des décisions des Nations unies relatives à leur situation, selon la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS). Dès le premier jour de la grève, la LPPS a fait état de mesures prises à l'encontre des détenus, notamment la privation de communications téléphoniques avec leurs familles et le renforcement des restrictions concernant les visites. Le 24 septembre, les inquiétudes se sont accentuées concernant le sort du détenu Bachir Khadda. L'administration de la prison de Tiflet a informé sa famille de son transfert à Agadir, sans toutefois lui fournir d'informations précises sur le lieu où il se trouvait, selon la LPPS. Au troisième jour de la grève, la LPPS a fait état d'une détérioration de l'état de santé du détenu Mohamed Bani. Celui-ci a été transféré à l'infirmerie de la prison d'Aït Melloul 2 après avoir, selon les informations communiquées par l'organisation, subi une forte chute de sa tension artérielle et des troubles du rythme cardiaque. Il a, de ce fait, suspendu sa grève de la faim. La famille du détenu Abdallah Abbah a, pour sa part, indiqué que l'un de ses proches avait été empêché de lui rendre visite. Elle a également fait état de la confiscation du sucre qu'il utilisait pendant sa grève, selon la LPPS. Un nouvel élément est intervenu dans la soirée du 25 septembre, lorsque la famille de Bachir Khadda a reçu un bref appel téléphonique de sa part. Il y a confirmé son arrivée à la prison de El-Aaiun occupée (Sahara Occidental). La communication a toutefois été interrompue avant que sa famille puisse s'assurer pleinement de son état de santé et de ses conditions de détention. La LPPS a estimé que l'arrivée de Bachir Khadda à El Aaiun occupée constituait une évolution allant dans le sens de l'une des revendications formulées par les détenus. Soulignant la poursuite de la mobilisation et l'objectif demeurerait la satisfaction des revendications des détenus ainsi que la libération de l'ensemble des détenus civils sahraouis. La LPPS a appelé les instances internationales et les organisations de défense des droits humains à intervenir au sujet de la situation des grévistes de la faim. Elle demande que leur intégrité physique soit garantie, qu'ils puissent communiquer avec leurs familles et leurs avocats et que leur état de santé fasse l'objet d'un suivi. Alors que la grève de la faim ouverte se poursuit, l'état de santé des grévistes, leur droit à communiquer avec leurs familles et l'issue de leurs revendications restent au cœur des préoccupations.

Victoire des étudiants de Science Po Strasbourg mobilisés pour la Palestine

Après des années de lutte, les étudiant-es mobilisé-es de l'institut d'études politiques de Strasbourg (IEP ou Sciences Po) ont contraint leur direction à ne pas renouveler leur partenariat avec l'université israélienne Reichman¹⁴.

L'ONU a publié le 25 septembre une mise à jour de sa liste recensant les entreprises en lien avec les colonies israéliennes¹⁵

Ces colonies sont considérées comme illégales au regard du droit international, comptant désormais 214 sociétés, la plupart israéliennes. Airbnb, Booking, Expedia, Motorola et Trip Advisor continuent de figurer sur cette base de données établie par le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Cette liste, non exhaustive, est contestée par Israël. Par rapport à l'an dernier, 61 entreprises ont été ajoutées. Cinq ont été retirées, une israélienne, deux espagnoles, une canadienne et une portugaise. Deux entreprises françaises y figurent, identiques à l'an dernier : Egis et sa filiale Egis Rail. " Ce rapport rappelle une fois de plus aux entreprises qu'elles ont des responsabilités en matière de droits de l'homme ", a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, cité dans un communiqué.

Allemagne : Manifestations monstres contre les réformes de Merz

A l'appel des syndicats, les rues de toutes les grandes villes allemandes ont été envahies ce 26 septembre par des dizaines de milliers de manifestants exigeant l'arrêt des coupes dans les budgets sociaux. La direction de la confédération syndicale allemande DGB a été surprise par l'ampleur des mobilisations auxquelles elle appelait pour défendre l'État social. Elle attendait autour de 100 000 personnes dans les quelque 15 grandes villes où des manifestations étaient prévues, il y en eut le double selon les estimations les plus officielles. Les syndicats sont contraints de se mettre ainsi en position de lutte face au chancelier Friedrich Merz déterminé à « poursuivre les réformes ». Un vaste plan de réforme soutenu par la CDU/CSU (parti de droite et gauche allemande), comprenant 34 réformes majeures :

- Retraite : indexation sur l'espérance de vie. L'âge de départ augmentera d'environ six mois par décennie à partir de 2032, pour cibler un âge pivot de 68 ans en 2051 et 70 ans en 2091
- Retraite par capitalisation : Introduction d'une part de capitalisation à hauteur de 2 % du salaire investie par un fonds public sur les marchés financiers
- Dégraissage administratif : une réduction de 8 % des effectifs de la fonction publique.
- Simplification radicale de la législation européenne dont la suppression massive d'obligations légales ou réglementaires pesant sur les entreprises.
- Un contrat à durée déterminée sans motif d'objectif sera possible pour une durée maximale de 48 mois.,.,.,

¹ <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/cztZXqqCiTjroPB?dir=/&editing=false&openfile=true>

² <https://arkose.com/>

³ https://statiques.ferc-cgt.org/ouvriers-d-arkose-en-greve-pour-defendre-nos-droits?utm_source=chatgpt.com

⁴ <https://www.ici.fr/occitanie/gard-30/nimes/la-greve-des-femmes-de-chambre-se-poursuit-a-l-hotel-imperator-a-nimes-les-negociations-avec-la-direction-ont-echoue-6547227>

⁵ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4130-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-298-du-24-septembre-2026>

⁶ <https://seris.fr/>

⁷

<https://cloud.cgt.fr/index.php/s/gggTEZ5iELP49RC?dir=/&edhttps://groupe.cgttotal.fr/2026/09/5408/iting=false&openfile=true>

⁸ <https://groupe.cgttotal.fr/2026/09/5408/en-agences-ou-relais>

⁹

<https://www.facebook.com/photo/?fbid=1152609823774779&set=a.301735925528844https://www.facebook.com/photo/?fbid=1152609823774779&set=a.301735925528844> Valdunes

¹⁰ <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/230926/la-poste-veut-ayer-441-bureaux-de-la-carte>

¹¹ <https://fnaf-cgt.fr/2026/09/25/luttes-de-conquete-et-de-resistance/>

¹² une moyenne car Mercedes : 5600€, Stellantis 600€, Renault 1100€, Ferrari 136 671 €....

¹³ <https://www.unifor.org/fr>

¹⁴ https://agencemediapalestine.fr/blog/2026/09/22/boycott-universitaire-victoire-des-etudiants-de-science-po-strasbourg-mobilises-pour-la-palestine/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=boycott_universitaire_victoire_des_etudiants_de_science_po_strasbourg_mobilises_pour_la_palestine&utm_term=2026-09-29

¹⁵ <https://news.un.org/fr/story/2026/09/1159555>

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél:

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement